



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification de l'arrêté préfectoral du  
29 avril 2005 à la suite du réexamen des meilleures techniques disponibles pour l'incinération  
des déchets et encadrant le fonctionnement des activités de la société ECONOTRE**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-46, R. 515-60, R. 515-70 et R. 181-43 et suivants ;

Vu la directive n°2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED) ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE susvisée ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de

papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié n° 52 du 29 avril 2005, autorisant la société ECONOTRE à exploiter à BESSIERES, zone d'activité des Turques, un centre de tri-conditionnement d'emballages, une unité de valorisation énergétique (UVE) de déchets ménagers et assimilés et une plate-forme de traitement des mâchefers liée à l'UVE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 septembre 2012, complétant les prescriptions techniques de l'unité d'incinération et du centre de tri de déchets non dangereux exploitée par la société ECONOTRE, sur le territoire de la commune de Bessières ;

Vu la lettre préfectorale du 25 février 2014, actualisant le classement des activités de la société ECONOTRE vis-à-vis de la nomenclature des installations classées et actant, parmi les rubriques 3000 dites « IED », la rubrique principale de l'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017, actant l'augmentation de capacité de traitement de l'unité d'incinération et complétant les prescriptions techniques de l'unité d'incinération et du centre de tri de déchets non dangereux exploitée par la société ECONOTRE sur le territoire de la commune de Bessières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 avril 2020 portant mesure dérogatoire liée à l'épidémie du COVID-19 ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets approuvé par le conseil régional d'Occitanie, le 14 novembre 2019 ;

Vu le dossier de réexamen déposé par la société ECONOTRE, le 27 novembre 2020, en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de base déposé par la société ECONOTRE, le 27 novembre 2020, en application de l'article R. 515-81 du code de l'environnement ;

Vu la demande datée du 24 mars 2020, complétée le 2 août 2022 et le 23 mai 2023 (étude de flux thermiques) afin de pérenniser les capacités de stockage autorisées de papiers-cartons triés dans l'arrêté préfectoral portant mesure dérogatoire liée à l'épidémie du covid-19 ;

Vu les visites d'inspection du 23 août 2018, du 11 juin 2020 et du 19 janvier 2021 ;

Vu le dossier de demande déposé par la société ECONOTRE, le 10 juin 2021, et complété le 14 septembre 2021, en vue d'augmenter la capacité annuelle de traitement de l'unité de valorisation énergétique à 196 000 t/an de son site de Bessières ;

Vu l'avis émis par le conseil régional, consulté le 28 octobre 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, du 30 juin 2023 ;

Vu l'avis du 7 février 2024 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant que, suite au réexamen des prescriptions dont est assorti l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2005 susvisé, il y a lieu de les actualiser pour assurer, notamment, leur conformité aux articles R. 515-60, R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des nouvelles meilleures techniques disponibles (MTD) et niveaux d'émissions associés aux MTD relatives aux rejets dans l'air et à la surveillance et aux niveaux d'émission associés, il y a lieu de réviser les prescriptions correspondantes dans l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 susvisé ;

Considérant que les deux lignes d'incinération sont équipées d'un dispositif de réduction des émissions des oxydes d'azote (NOx) appelé Ecotubes qui ne permet pas d'atteindre la valeur limite d'émission de 80 mg/Nm<sup>3</sup> sur les NOx, fixée au paragraphe 7.1.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

Considérant que la société ECONOTRE a produit une étude de faisabilité des différentes possibilités d'abaisser ses émissions de NOx afin d'atteindre le seuil des 80 mg/Nm<sup>3</sup> fixé au paragraphe 7.1.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé ;

Considérant que cette étude fait ressortir que :

- l'amélioration du système de traitement actuel, par la mise en place d'un système de traitement non catalytique, permettra d'abaisser les émissions de NOx de 200 mg/Nm<sup>3</sup> à 150 mg/Nm<sup>3</sup> en conditions normales de fonctionnement, tout en maintenant une teneur en ammoniac (NH<sub>3</sub>) inférieure à 15 mg/Nm<sup>3</sup> ;
- les solutions de traitement catalytique (SCR) qui permettraient d'atteindre un niveau d'émission de NOx de 80 mg/Nm<sup>3</sup>, apparaissent très complexes à mettre en œuvre compte tenu des contraintes d'implantation et que les coûts de ces solutions sont extrêmement élevés, pour un gain environnemental faible.

Considérant qu'un niveau d'émission, en concentration de NOx de 150 mg/Nm<sup>3</sup>, en moyenne journalière et en conditions normales de fonctionnement, est conforme aux niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération de déchets et définies dans la décision d'exécution (UE) n° 2019/2010 de la Commission du 12 novembre 2019 susvisée ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 susvisé prévoit que, lorsque l'unité a une capacité de traitement supérieure à 100 000 t/an, le préfet peut fixer une valeur pour les émissions de NOx comprise entre 80 mg/Nm<sup>3</sup> et 150 mg/Nm<sup>3</sup> par arrêté préfectoral, après avis du CODERST ;

Considérant que la demande du 10 juin 2021 susvisée, relative à l'augmentation de la capacité autorisée à 196 000 t/an, est considérée comme non substantielle, au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant la demande du 24 mars 2020, complétée le 2 août 2022, relative aux travaux de modernisation prévus sur le centre de tri d'Econotre, portant sur l'extension des consignes de tri afin de pérenniser l'augmentation de la capacité de stockage autorisée par mesure dérogatoire liée à l'épidémie de Covid-19 ;

Considérant, au vu des autres demandes de modification susvisées et constats effectués lors des dernières visites d'inspection du site, la nécessité de modifier ou compléter les conditions d'exploiter afin de :

- limiter le risque de propagation d'un incendie au niveau des talus proches des stockages en aval du centre de tri en réalisant un débroussaillage régulier ;
- pérenniser l'augmentation des quantités et volumes stockés en balles de papiers/cartons triés accordée par l'arrêté préfectoral du 27 avril 2020 susvisé, lors des mesures dérogatoires liées à l'épidémie du COVID-19 ;

- prendre en compte l'évolution de l'article L. 541-25-2 du code de l'environnement relatif aux déchets admissibles en incinération qui précise « *La réception de déchets ayant fait l'objet d'une collecte séparée pour une préparation en vue de la réutilisation ou un recyclage est interdite dans les installations d'élimination de déchets par stockage ou incinération et dans les installations d'incinération de déchets avec valorisation énergétique, à l'exception des déchets issus d'opérations de traitement ultérieures de ces déchets collectés séparément pour lesquels le stockage ou l'incinération produit le meilleur résultat sur le plan de l'environnement, conformément à la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° du II de l'article L. 541-1* » ;

- supprimer le délai de traitement des déchets réceptionnés ;

- supprimer la limitation de la quantité journalière maximale des prélèvements d'eau dans le réseau public et ne conserver que la consommation annuelle maximale ;

- prendre en compte l'article R. 181-43 alinéa 3 du code de l'environnement, relatif aux appareils de mesure en continu, qui doivent répondre à des exigences de performance et de contrôles qualité, décrites dans des normes, ce dernier précisant que « *Les moyens d'analyses et de mesures nécessaires au contrôle du projet et à la surveillance de ses effets sur l'environnement, ainsi que les conditions dans lesquelles les résultats de ces analyses et mesures sont portés à la connaissance de l'inspection de l'environnement* ».

Considérant que le tableau de classement des activités du site doit être mis à jour, afin de tenir compte des évolutions du site ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer les mesures relatives à l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site, lors de cet arrêt définitif, dans le respect des articles L. 512-6-1 et L. 515-30 ;

Considérant la nécessité d'effectuer une surveillance des sols, tous les dix ans, sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant, le 9 février 2024, par courrier électronique ;

Considérant l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Haute-Garonne ;

**Arrête :**

**Art. 1er** – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, la société Econotre, qui est autorisée à exploiter, route de Montauban à Bessières, une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux et un centre de tri, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

**Art. 2 – Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par celles figurant à l'annexe I du présent arrêté**

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des prescriptions complétées ou modifiées Thème	Nature des modifications (modification, complément) Références correspondantes du présent arrêté
AP du 29 avril 2005	Chapitre 1.1 Arrêtés, circulaires, instructions ministérielles applicables, normes d'assurance qualité des systèmes de mesures automatique	Complément Annexe I - Chapitre 1.1
	Art. 2.3.5 – Stockages	Modification Annexe I - Art. 2.3.5
	Art. 2.3.6 – réception et traitement des déchets	Modification Annexe I - 2.3.6
	Art 7.3.1 – Conception des bâtiments et locaux	Modification Annexe I - 7.3.1
	Art. 14. – Cessation d'activité	Modification Annexe I – Art 14
	Art 9.4.5. – Surveillance des sols	Ajout Annexe I - Art 9.4.5
	Art 4.1.1 – Prélèvements d'eau	Modification Annexe I – Art 4.1.1
	Art. 7.5.2. – Matériel de lutte contre l'incendie	Complément Annexe I – Art. 7.5.2
	ANNEXE I de l'AP du 29 avril 2005 - Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques	Complément Annexe II
APC du 28 septembre 2012	ANNEXE II - Valeurs limites des rejets aqueux	Modification Annexe III
	Art. 2.1.1.1. – Déchets admissibles sur l'unité d'incinération	Modification Annexe I - Art. 2.1.1.1.
APC du 26 décembre 2017	Art 3 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Modification Annexe - Art 3

**Art. 3. –** Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

**Art. 4. –** Les infractions ou l'inobservation des conditions légales, fixées par le présent arrêté, entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>re</sup> du code de l'environnement.

**Art. 5. –** Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1<sup>o</sup> par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Tout recours, administratif ou contentieux, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement). Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

**Art. 6.** – Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Bessières et peut y être consultée par tout intéressé. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Bessières pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

**Art. 7.** – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Econotre.

Fait à Toulouse le,

15 AVR. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,

Serge JACOB

Annexe I : Prescriptions techniques modifiées ou complétées.

Annexe II : ANNEXE I de l'AP du 29 avril 2005.

Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques (Modification).

Annexe III : valeurs limites dans les rejets aqueux UVE (Modification).

Annexe IV : Zone des stockages des balles.

## ANNEXE I

### Prescriptions techniques modifiées ou complétées

#### CHAPITRE 1.1 . – Arrêtés , Circulaires, Instructions ministérielles applicables

*Au chapitre 1.1 l'arrêté préfectoral n°52 du 29 avril 2005 susvisé sont ajoutés les articles suivants :*

##### Article 1.1.1. – Conditions d'application de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 (complément)

###### Article 1.1.1.1. – Adaptation du § 7.1.1 de l'annexe 7 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 (complément)

Par adaptation aux valeurs limites fixées par le § 7.1.1 de l'annexe 7 à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 la valeur limite d'émission en conditions normales de fonctionnement, en moyenne journalière est fixée à :

- 150 mg/Nm<sup>3</sup> pour les NOx

##### Article 1.1.1.2. – Justification de la conformité à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 (complément)

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document justifiant de la conformité du site avec les paragraphes ci-après des annexes à l'arrêté ministériel du 12/01/2021 :

- §2.1. Système de management environnemental : le Système de management est en place, le plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales - Other Than Normal Operating Conditions),
- §2.2.2. Surveillance des effluents gazeux : les valeurs des NOx, du NH<sub>3</sub> et une mesure en continu du mercure et des COVT, une analyse mensuelle des PCB de type dioxines durant 24 mois consécutifs, réduite à une fois tous les 6 mois si les niveaux d'émissions sont inférieures à 0,01 ng OMS- TEQ/Nm<sup>3</sup> , une mesure biannuelle des dioxines bromées, une mesure annuelle du Benzo[a]pyrène et N<sub>2</sub>O ;
- § 2.2.3. Surveillance des effluents aqueux UVE : des paramètres Mo, Sb lors des prélèvements mensuels sur les rejets liquides et surveillance mensuelle des eaux du bassin issues du traitement des mâchefers : des paramètres Sulfates et Chlorures ;
- §2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC): la surveillance des OTNOC (au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF) ;
- §3.1. Gestion des flux de déchets : une procédure de caractérisation et d'acceptation des déchets reçus sera mise en place ;
- §3.2. Livraison des déchets : échantillonnage périodique des livraisons de déchets ;
- §3.5.1. Plan de gestion des OTNOC et § 3.5.2. Évaluation périodique des OTNOC : plan de gestion complet des OTNOC comprenant un programme de surveillance des émissions atmosphériques en conditions d'exploitation autres que normales ;
- §5.1 émissions diffuses : Étude d'identification des sources majeures d'émissions diffuses et mise en œuvre d'actions appropriées pour prévenir ou réduire les émissions diffuses liées au process de maturation des mâchefers et un système de dépoussiérage sur la sortie du bâtiment.

### Article 1.1.1.3. Conditions d'application des appareils de mesures en continu (Complément)

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes d'assurance qualité des systèmes de mesures automatique. Ces appareils sont conçus de façon à répondre aux exigences de performance des normes de certification des systèmes de mesurage automatisés des émissions de sources fixes. Les dispositions des normes d'assurance qualité des systèmes de mesure automatique citées dans l'avis publié au journal officiel aux méthodes normalisées de référence sont réputées satisfaire à ces exigences.

L'exploitant applique en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2. Le maintien de l'aptitude des appareils de mesure entre deux procédures QAL 2 est contrôlée par la procédure AST. Le maintien de la dérive dans les limites acceptables, et la correction de dérive, les cas échéants sont assurés par la mise en œuvre de la procédure QAL 3. La procédure QAL 3 est mise en place dès l'installation de l'appareil de mesure en continu.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation QAL 1 n'a pas été faite, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

### Article 1.1.1.4. – Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement (complément)

Les prescriptions des arrêtés ministériels de prescriptions générales "enregistrement", pris en application de l'article L 512-7, sont applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation. Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L.181-1 du code de l'environnement.

### Art. 3. – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (Modification)

Le tableau de cet article remplace celui de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017 :

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains. Incinération de déchets industriels non dangereux. Installations de broyage et de déferraillage des mâchefers produits par les 2 fours d'incinération.  <u>Four N°1 :</u> Capacité nominale : 11,4 t/h	<b>A</b>



2771	<p>Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910.</p>	<p>PCI moyen : 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, Pth : 30,5 MW</p> <p><u>Four N°2 :</u> Capacité nominale : 11,4 t/h PCI moyen : 9628 kJ/kg, soit 2300 kcal/kg Puissance thermique nominale, Pth : 30,5 MW</p> <p>Puissance thermique nominale totale : 61 MW <b>Capacité horaire totale : 22,8 t/h</b> <b>Capacité annuelle totale : 196 000 t/an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023</b></p> <p><u>Traitement des mâchefers</u> Installation de broyage des mâchefers : puissance = 300 kW Déferrailage grossier des mâchefers : surface de stockage des métaux = 50 m<sup>2</sup>, soit 200 tonnes maximum. <b>Centre de traitement et parc de maturation de mâchefers liés au fonctionnement de l'unité d'incinération : surface : 4700 m<sup>2</sup>, soit une capacité de stockage maximal = 22 000 t</b></p>	A
2714-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Centre de tri de déchets industriels et commerciaux banals et encombrants et de produits issus de collecte sélective auprès des ménages.</p> <p>Chaîne de tri de 30 000 t/an*</p> <p><u>Plastiques triés sur le centre de tri-conditionnement :</u> Stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : 300 m<sup>3</sup>, soit 6 tonnes. Stockage maximal de déchets triés : 180 m<sup>3</sup>, soit 165 t.</p> <p><u>Mix fibreux, Papier cartons, Tétrabrik triés sur le centre de tri-conditionnement :</u> Stockage maximal des déchets en attente de conditionnement : 600 m<sup>3</sup>, soit 125 tonnes. Stockage maximal de déchets triés : 1 860 m<sup>3</sup>, soit 636 tonnes.</p>	E
2716-1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Station de tri/transit de déchets industriels non dangereux. Station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains.</p> <p>Chaîne de tri de 30 000 t/an*, dont 5 000 t/an maximum de déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages. Plate-forme d'encombrants Volume maximal de déchets non triés = 3 400 m<sup>3</sup></p> <p>Évacuation des ordures ménagères et des déchets non dangereux lors des périodes d'arrêt. Volume du transit : 7 650 m<sup>3</sup>.</p>	E

2713-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. 2-supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m <sup>2</sup> .	Stockage et activité de récupération de déchets de métaux et alliages*. Métaux triés sur le centre de tri-conditionnement : surface de stockage des métaux = 100 m <sup>2</sup> , soit 50 tonnes de balles d'aluminium triées maximum, et 5 tonnes d'aluminium triées en vrac en attente de conditionnement, 75 tonnes de cubes ferrailles triées et 1 tonne de ferrailles en vrac en attente de conditionnement maximum.	D
4718-2	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50t.	Citerne de gaz d'alimentation des brûleurs d'appoint des fours d'incinération : 31 tonnes de propane stocké dans une cuve de 70 m <sup>3</sup>	DC

A (Autorisation) E (Enregistrement) ou D (Déclaration avec contrôle périodique)

\*la capacité de 30 000 tonnes par an est commune aux activités liées aux rubriques 2713, 2714 et 2716.

Une station service, une fontaine à solvants, des ateliers de charge d'accumulateur, des compresseurs d'air et des groupes de réfrigération sont présents sur le site sans toutefois être classés au titre des installations classées.

#### **Art. 2.1.1.1. – Déchets admissibles sur l'unité d'incinération (Modification)**

L'article 2.1.1.1 « Déchets admissibles sur l'unité d'incinération » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/09/2012 est remplacé par les prescriptions suivantes :

Seuls peuvent être acceptés, dans le respect de la zone de chalandise :

- les déchets ménagers (après collecte séparative des fractions valorisables),
- les déchets d'activités économiques (DAE) combustibles (après collecte séparative des fractions valorisables) par exemple bois, papiers, cartons, plastiques, boues, non souillés de substances comburantes, explosibles, inflammables, toxiques et très toxiques,
- les encombrants caractérisés comme déchets non dangereux,
- les refus de tri.

La quantité maximale de déchets traités est de 196 000 t/an à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

#### **Art.2.3.5. – Stockages (Modification)**

L'article 2.3.5 « Stockages » de l'arrêté préfectoral n°52 du 29 avril 2005 et l'article 4 de l'arrêté complémentaire portant mesure dérogatoire liée à l'épidémie du COVID-19 sont remplacés par les prescriptions suivantes :

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées. De plus, les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apports et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt même temporaire, en dehors de ces horaires. En aucun cas, les capacités stockées ne doivent être supérieures aux volumes précisés ci-dessous :

Déchets non triés	225 tonnes
Bois	300 m <sup>3</sup>
Plastiques	180 m <sup>3</sup>
Papiers	995 m <sup>3</sup>
Cartons	995 m <sup>3</sup>
Métaux	Vrac 180m3 balles 120 m <sup>3</sup>
Refus de tri	En benne 120 m <sup>3</sup>

La hauteur de stockage de balles de papiers-cartons est de 3 balles au maximum sur des niveaux complets plus un quatrième niveau en quinconces.

La zone de tri et de stockage des encombrants susceptibles d'être présents sur la plate-forme dédiée est réduit à 1 700 m<sup>3</sup>

S'il est nécessaire de faire du stockage de balles triées dans la zone de gestion des encombrants, l'organisation de ce stockage est réalisée sur 3 zones soit environ 660 m<sup>2</sup> en extérieur à plus de 10 mètres du bâtiment, la zone d'encombrants est découpée en 2 espaces, un espace dédié au stockage des balles et un espace dédié à la réception des encombrants.

Ces deux espaces ont une distance de séparation de plus d'un mètre entre eux

#### **Un plan en annexe IV illustre les différentes zones de stockage**

##### **Art. 2.3.6. – réception et traitement des déchets (Modification)**

*L'article 2.3.6 « réception et traitement des déchets » de l'arrêté préfectoral n° 52 du 29 avril 2005 est remplacé par les prescriptions suivantes :*

Aucun arrivage de déchets ne peut être réceptionné en dehors des heures d'ouverture de l'établissement.

Les déchets ne peuvent être déposés, pour y être repris, que sur l'aire de réception mentionnée à l'article 2.3.5 ci-dessus. Cette aire doit être construite en matériaux susceptibles de résister aux chocs et son aménagement devra de plus satisfaire aux dispositions de l'article 2.3.5 ci-dessus.

Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est à dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

##### **Art. 7.3.1. – Conception des bâtiments et locaux (Modification)**

*L'article 7.3.1 « Conception des bâtiments et locaux » de l'arrêté préfectoral n°52 du 29 avril 2005 est remplacé par les prescriptions suivantes :*

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. L'emploi de matériaux combustibles est aussi limité que possible. Les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les abords de l'installation et leur périphérie, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés de façon à s'opposer à la propagation d'un incendie (débroussaillage) et maintenus en bon état de propreté (envols ...).

Les stockages de matériaux combustibles sont aménagés en recoupant les volumes par des zones libres d'au moins 5 m pour limiter les risques d'extension d'un incendie. Les aires de stockage sont matérialisées.

#### **Art. 7.5.2. – Matériel de lutte contre l'incendie (complément)**

*L'article 7.5.2 « Matériel de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral n°52 du 29 avril 2005 est remplacé par les prescriptions suivantes :*

Le centre de tri doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins :

- un système de détection automatique d'incendie équipant le bâtiment de tri,
- des extincteurs en nombre et en qualités adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans le bâtiment de tri,
- un système d'extinction automatique à gaz sur le local TGBT du centre de tri,
- d'une caméra IR sur les stocks vrac en amont,
- d'une caméra IR sur les stocks vrac de matériaux fibreux,
- d'une caméra IR sur la zone de stockage de refus,
- un réseau de RIA susceptible de couvrir toute la zone considérée conformément à la règle R5 APSAD ou à un référentiel équivalent.

#### **Art. 14. – Cessation d'activité (Modification)**

*Les prescriptions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 52 du 29 avril 2005 sont remplacées par les prescriptions suivantes :*

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage compatible avec les occupations et utilisations du sol (usage) définies par le règlement du **PLU** de la commune de Bessières ou du PLU intercommunal.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

La notification comporte notamment une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base susvisé.

#### **Art.9.4.5. –Surveillance des sols (ajout)**

Un article 9.4.5. avec les prescriptions suivantes est ajouté à l'arrêté préfectoral n° 52 du 29 avril 2005 :

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans, pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution.

#### Art 4.4.1. – Prélèvements d'eau (Modification)

Les prescriptions de l'article 4.4.1 « prélèvement d'eau » de l'arrêté préfectoral n° 52 du 29 avril 2005 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	Débit maximal	
		horaire	journalier
Réseau public	Sanitaires et secours bache eau industrielle		
Réseau public	Eau déminéralisée : 26 280 m <sup>3</sup>		
Prélèvement d'eau superficielle : rivière Tarn, en amont du lieu-dit Bordeneuve	180 000 m <sup>3</sup>	26 m <sup>3</sup> /h	620 m <sup>3</sup> /j
Prélèvement d'eau souterraine	0 m <sup>3</sup>	0 m <sup>3</sup> /h	0 m <sup>3</sup> /j

Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.

Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif doit être relevé journallement.

Ces résultats doivent être portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Tout ouvrage de prélèvement est interdit.

15 AVR. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
  
Serge JACOB

## ANNEXE II

### ANNEXE I de l'AP du 29 avril 2005 - Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques (Modification)

Les prescriptions de l'annexe I de l'AP du 29 avril 2005 sont complétées par les prescriptions suivantes :

#### Valeurs limites de rejets atmosphériques

	Concentration moyenne journalière (sur gaz sec à 11% d'O <sub>2</sub> ) en condition de fonctionnement normal	Concentration moyenne journalière (sur gaz sec à 11% d'O <sub>2</sub> ) En R-EOT	Concentration moyenne sur une demi-heure (sur gaz sec à 11% d'O <sub>2</sub> )	Flux maximal journalier de chaque four	Flux maximal journalier de l'ensemble des 2 fours	Auto-surveillance	Contrôles extérieurs
Débit nominal gazeux sec de chacune des lignes				68 400 Nm <sup>3</sup> /h sec	136 800 Nm <sup>3</sup> /h sec	Continue avec enregistrement	2 par an
H <sub>2</sub> O						Continue avec enregistrement	2 par an
O <sub>2</sub> concentration de référence				11 %	11 %	Continue avec enregistrement	2 par an
Poussières totales	5 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>	16,4 kg/j	32,8 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
COVT	10 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	16,4 kg/j	32,8 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
HCl	8 mg/Nm <sup>3</sup>	10 mg/Nm <sup>3</sup>	60 mg/Nm <sup>3</sup>	16,4 kg/j	32,8 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
HF (4)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>	4 mg/Nm <sup>3</sup>	1,64 kg/j	3,28 kg/j	Mesure périodique avec enregistrement	2 par an
NH <sub>3</sub>	15 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>		49,02 kg/j	98,04 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
SO <sub>2</sub>	40 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>	82 kg/j	164 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	150 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>	400 mg/Nm <sup>3</sup>	328 kg/j	656 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
CO (1)	50 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>	150 mg/Nm <sup>3</sup> 100 mg/Nm <sup>3</sup>	82 kg/j	164 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
Hg (9)	0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	/	0,082 kg/j	0,164 kg/j	Continue avec enregistrement	2 par an
Cd + Tl (2) (3)	0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	/	0,082 kg/j	0,164 kg/j	/	2 par an

<b>Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V</b>	0,3 mg/Nm <sup>3</sup>	0.5 mg/Nm <sup>3</sup>	/	0,82 kg/j	1,64 kg/j	/	2 par an
<b>(2) (3)</b>							
<b>Dioxines et furannes (PCDD/PC DF) (5)</b>	0,08 ng/Nm <sup>3</sup> (7)	0.1 ng/Nm <sup>3</sup>	/	0,16 mg/j	0,32 mg/j	Semi-continue (6)	2 par an (8)
<b>PBDD/ PBDF</b>	/	/	/	/	/	/	2 par an
<b>PCB type dioxines</b>	/	/	/	/	/	Mesure périodique avec enregistrement	2 par an
<b>Benzo(a)p yrène</b>	/	/	/	/	/	/	1 par an
<b>N<sub>2</sub>O</b>	/	/	/	/	/	/	1 par an

(1) Les valeurs limites d'émission suivantes en monoxyde de carbone ne doivent pas être dépassées dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- 50 mg/Nm<sup>3</sup> de gaz de combustion en moyenne journalière
- 150 mg/Nm<sup>3</sup> de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondantes à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/Nm<sup>3</sup> de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.

(2) La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum. Les résultats en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulaires et gazeuses.

(3) Les valeurs limites s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut ne pas être effectuée si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène font l'objet d'au moins deux mesures par an.

(5) La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé.

(6) Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements continus de gaz d'émissions, proportionnels au débit de rejet, sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. L'échantillon prélevé est ensuite analysé en laboratoire.

La durée de prélèvement, et la nécessité de changer ou non la cartouche en cas d'arrêt d'une installation, doivent faire l'objet d'un positionnement et de propositions de l'exploitant fondées sur l'exploitation des données d'autosurveillance.

Le prélèvement des gaz doit intervenir dès l'introduction des déchets dans les fours. Il ne peut être interrompu que lorsque les fours ne contiennent plus de déchets.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

(7) Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite fixée. L'exploitant doit faire réaliser, sous un délai maximal de 10 jours, par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère

en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes. Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

**(8)** Lors ce type de mesures, les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

**(9)** Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année.

15 AVR. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général

Serge JACOB



**Annexe III**  
**valeurs limites dans les rejets aqueux UVE (Modification)**

	Valeur limite de rejet en sortie de station de lavage Période <b>EOT*</b> issues AM 20/09/2002	Valeur limite de rejet en sortie de station de lavage Période <b>NOC*</b> issues AM 12/01/2021	Auto- surveillance	Contrôles extérieurs
Débit	180 m³/j		continue	2 fois par an
pH	5,5-8,5		continue	2 fois par an
Température	< 30 °C		continue	2 fois par an
Modification de couleurs du milieu récepteur	< 100 mg Pt/l		/	/
Total des solides en suspension	30 mg/l	30 mg/l	Une fois par jour (1)	2 fois par an (1)
COT	40 mg/l	40 mg/l	Continue (2)	2 fois par an (2)
DBO5	-	-	Une fois par mois (3)	2 fois par an (3)
As	0,05 mg/l	0,05 mg/l		
Cd	0.025 mg/l	0.03mg/l		
Cr	0.1mg/l	0.1mg/l		
Cu	0.250 mg/l	0.15 mg/l		
Mo	-	-		
Hg	0.025 mg/l	0.01mg/l		
Ni	0.1mg/l	0.15mg/l		
Pb	0.1mg/l	0.6mg/l		
Sb		0.9mg/l		
Tl		0.03mg/l		
Zn	0.8 mg/l	0.5mg/l		
PCDD/F dioxines et furanes		0.05ng/l		
Hydrocarbures totaux	5 mg/l			
AOX	1 mg/l			
CN libres	0,1 mg/l			
Fluorures	15 mg/l			
Azote total	30 mg/l			

(1) Les mesures quotidiennes sur échantillon composite proportionnel au débit sur 24 heures peuvent être remplacées par des mesures quotidiennes sur échantillon ponctuel.

(2) Dans le cas où des difficultés sont rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.

(3) prélèvement 24 heures proportionnel au débit

## Valeurs limites dans les rejets aqueux issus du bassin d'eau mâchefers

	Valeur limite de rejet en sortie de station de lavage Période EOT* issues AM 20/09/2002	Valeur limite de rejet en sortie de station de lavage Période <b>NOC</b> * issues AM <u>12/01/2021</u>	Périodicité
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> -N)	/	30 mg/l	mensuel
Sulfates (SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> )	/	1 000 mg/l	mensuel
Chlorures (Cl <sup>-</sup> )	/		mensuel

\* EOT : conditions normales de fonctionnement (NOC) et conditions anormales de fonctionnement (OTNOC)

\*NOC : conditions normales d'exploitation

\*Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures, ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures. 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.

15 AVR. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général,

Serge JACOB

## **Annexe IV Zone des stockages des balles**



# Légende



ZONE 1 stockage balles



ZONE 2 pont de pesée



ZONE 3 encombrants



Poteau incendie



RIA

15 AVR. 2024

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
Serge JACOB